

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 23/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CALCIA (Ciments) (Usine)**

Usine de Villiers au Bouin

37330 Villiers-au-Bouin

Références : 2023/1172/VAT20230642

Code AIOT : 0010000648

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement CALCIA (Ciments) (Usine) implanté Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée lors d'un contrôle inopiné de la concentration en légionelles de l'installation de refroidissement de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCIA (Ciments) (Usine)
- Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Calcia de Villiers au Bouin est une usine de fabrication de ciment qui dépend du groupe HEIDELBERG. Elle est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2022.

L'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 (TAR) de la nomenclature des installations

classées pour la protection de l'environnement est également applicable à l'établissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention du risque « Légionelles »

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Révision AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	/	Sans objet
3	Fiche de stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	/	Sans objet
8	Respect du délai de 48 heures pour prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)	/	Sans objet
9	Procédure si concentration en Legionella pneumophila > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 1.	/	Sans objet
10	Procédure si concentration en Legionella pneumophila > 1 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2.	/	Sans objet
11	Procédure si présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 3.	/	Sans objet
12	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	/	Sans objet
13	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. V.	/	Sans objet
15	Eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 5.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'exploitation et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	/	Sans objet
4	Procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)	/	Sans objet
6	Fréquence des prélèvements/analyses des Legionella pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)	/	Sans objet
7	Repérage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)	/	Sans objet
14	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance de l'exploitation et formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>– les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>– les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les éléments transmis par mail du 08/11/2023 permettent de vérifier que les personnels de la société CEMENTS CALCIA ont été formés à la prévention du risque « Légionelles » : 8 personnes en</p>

2023, 1 personne en 2022 et 10 personnes le 04/07/2019. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Révision AMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]
<b>Constats :</b> La fréquence de révision de l'AMR, au minimum tous les deux ans, n'a pas été respectée. L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures permettant de respecter cette fréquence de révision.
<b>Observations :</b> La dernière version de l'AMR a été transmise par mail du 08/11/2023. Les deux dernières révisions de l'AMR datent du 11/03/2019 et du 07/11/2023 : la fréquence de révision de l'AMR, au minimum tous les deux ans, n'a pas été respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Fiche de stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. [...]
<b>Constats :</b> Certaines informations mentionnées dans les documents « Stratégie de traitement », en date du 07/06/2023, « Poste de dosage du traitement de l'eau industrielle », en date du 20/03/2019, « Consigne ENV.05 Gestion de la tour aéroréfrigérante » en date d'août 2020 » et « Procédure NC 03 », en date de 2023, ne sont pas concordantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Procédure d'arrêt immédiat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles

<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : – procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le document « Consigne ENV.05 – Annexe 2 » décrit le mode opératoire de la mise en fonctionnement et l'arrêt de la TAR. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Nettoyage préventif de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les éléments présentés par l'exploitant permettent de vérifier que le nettoyage de la TAR, notamment ses parties internes, a été réalisé par la société ATMOSPHEO le 06/02/2023. Le nettoyage précédent a été réalisé le 08/02/2022. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Fréquence des prélèvements/analyses des Legionella pneumophila

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les prélèvements et analyses des Legionella pneumophila sont réalisés à une fréquence mensuelle.

Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Repérage du point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le point de prélèvement est repéré grâce à un panneau situé à proximité immédiate. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Respect du délai de 48 heures pour prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier que le laboratoire, qui réalise les prélèvements mensuels pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , est informé de l'injection de biocide non oxydant tous les lundis afin que les prélèvements soient réalisés au moins 48 heures après la fin de l'injection.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que l'injection de biocide non oxydant a lieu tous les lundis à 7h00. Par sondage, il a été constaté que les prélèvements d'août et septembre ont bien eu lieu après le délai de 48 heures (prélèvement le jeudi 03/08/2023 et le vendredi 08/09/2023). Toutefois, l'exploitant doit justifier que le laboratoire qui réalise les prélèvements mensuels est informé de cette injection de biocide non oxydant tous les lundis afin qu'il programme ses interventions 48 heures après la fin de l'injection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Procédure si concentration en *Legionella pneumophila* > 100 000 UFC/L

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 1.
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L
<b>Constats :</b> Certaines actions à mener n'apparaissent pas dans les procédures transmises.
<b>Observations :</b> Certaines actions à mener n'apparaissent pas clairement dans la procédure présentée au paragraphe V.4.1 de la « Consigne ENV.05 » et dans la « Procédure NC 03 ». Par exemple (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le délai de 15 jours à respecter pour la révision de l'AMR dans le cas où la cause de dérive n'est pas identifiée ;</li> <li>• l'obligation de faire réaliser dans les six mois une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent ;</li> <li>• ...</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 :** Procédure si concentration en Legionella pneumophila > 1 000 UFC/L

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L
<b>Constats :</b> Certaines actions à mener n'apparaissent pas dans la procédure transmise.
<b>Observations :</b> Certaines actions à mener n'apparaissent pas clairement dans la procédure présentée au paragraphe V.4.2 de la « Consigne ENV.05 ». Par exemple (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le délai d'au moins 48 heures et d'au plus 1 semaine à respecter, après les actions curatives et correctives, pour la réalisation du nouveau prélèvement ;</li> <li>• si trois analyses consécutives sont comprises entre 1 000 et 100 000 UFC/L : information de l'inspection des installations classées, recherche des causes de dérive, mise en place d'actions correctives, analyses tous les 15 jours jusqu'à obtenir 3 mesures consécutives inférieures à 1 000 UFC/L, ...</li> <li>• ...</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 :** Procédure si présence de flore interférente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente
<b>Constats :</b>



Certaines actions à mener n'apparaissent pas dans la procédure transmise.
<b>Observations :</b> Certaines actions à mener n'apparaissent pas clairement dans la procédure présentée au paragraphe V.4.3 de la « Consigne ENV.05 ». Par exemple (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• nouveau prélèvement pour analyse à réaliser immédiatement après connaissance de flore interférente rendant impossible le dénombrement de legionella pneumophila ;</li> <li>• ...</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Plan des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> Le plan présenté ne fait pas apparaître le lieu de prélèvement pour analyse et le ou les lieux d'injection des traitements chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Bilan annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. V.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. [...] <p>Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les bilans annuels 2021 et 2022 ont été transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Protection des personnels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles

<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; – aux produits chimiques. [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose de masques FFP3 qui sont utilisables jusqu'au 27/06/2028. Un panneau signalant l'obligation de port d'un masque est présent sur au moins 2 des cotés de la TAR. L'obligation du port des EPI, masques notamment, pourrait utilement être améliorée par l'ajout d'un panneau au niveau de l'accès principal à la TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Eau d'appoint

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 51.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : – Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; – matières en suspension < 10 mg/l.  La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier que des analyses sont réalisées annuellement pour les deux sources d'appoint en eau et que les valeurs limites pour les Legionella pneumophila et les matières en suspension sont respectées.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que l'appoint en eau est réalisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en priorité par le réseau des eaux pluviales, susceptibles d'être chargées en matières en suspension, qui rejoignent en plusieurs points le réseau des eaux industrielles qui transitent ensuite par le bassin d'orage et le bassin de décantation situés avant la TAR ;</li> <li>• si nécessaire un prélèvement est réalisé dans la rivière La Fare.</li> </ul> L'exploitant a présenté plusieurs rapports d'analyses de ces eaux, ceux-ci n'ont pas été analysés en détail lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet